



PAYS DE LA LOIRE
COOPÉRATION
INTERNATIONALE

DOSSIER

JEUNES EN MOUVEMENT

PORTRAIT
Cédric Klapisch

INFOGRAPHIE
Partir à l'étranger

TÉMOIGNAGES
en Pays de la Loire



mars 2026

06

SOMMAIRE



Jeunes en mouvement

Dossier

P.12



Cédric Klapisch

Portrait

P.22



En Pays de la Loire

Témoignages

P.24

REVUE DU RÉSEAU N°6 - JEUNES EN MOUVEMENT

Comité de rédaction Centraider, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération • **Contributeurs** Achille Castelnau, Chloé Daniel, Yann Delaunay, Adrien Delespierre, Laure Kimbimbi • **Crédits photographiques** Merci aux contributeurs de cette revue pour leurs photographies, Licence Creative Commons Flickr, Freepik.com, Pixabay.com, Unsplash.com, Shutterstock.com, Midjourney • **Elaboration de la revue** Centraider, Pays de la Loire Coopération Internationale, So Coopération, Réseau Bretagne Solidaire, Resacoop, Lianes Coopération • **Coordination et création graphique** Guillaume Guetreau • **Remerciements** Rémi Belot • **Visuel de couverture** Unsplash.com • **Contact** www.paysdelaloire-cooperation-internationale.org

A À l'heure où les équilibres internationaux demeurent fragilisés par la succession de crises - conflits armés, dérèglements climatiques, inégalités croissantes, replis identitaires - la coopération et la solidarité internationales s'imposent plus que jamais comme des leviers essentiels pour construire des réponses durables aux enjeux partagés.

Dans ce contexte, la mobilité internationale constitue un outil précieux pour favoriser la rencontre, l'apprentissage mutuel et l'engagement citoyen, tout en renforçant les liens entre territoires.

En Pays de la Loire, le Réseau Régional Multi-Acteurs (RRMA) Pays de la Loire Coopération Internationale est attaché à promouvoir la reconnaissance et la valorisation du rôle des acteurs des territoires dans la mise en œuvre de politiques de coopération internationale.

Les collectivités, les associations, les établissements d'enseignement et de formation, ainsi que les entreprises et leurs réseaux contribuent en effet, chacun à leur niveau, à structurer des dispositifs favorisant l'interculturalité et l'engagement à l'international. La mobilité internationale constitue, notamment pour les jeunes, une opportunité d'insertion, de formation et d'ouverture.



”

La mobilité internationale est un levier d'engagement et de liens entre les territoires.

Cette ambition prend corps à travers une diversité d'initiatives portées par des organisations engagées sur l'ensemble du territoire, dont les actions témoignent d'un engagement collectif en faveur d'une mobilité accessible, inclusive et porteuse de sens.

Les projets présentés dans cette revue illustrent la richesse et la complémentarité de ces initiatives et mettent en lumière l'importance de l'accompagnement des parcours, du local à l'international, à travers des dispositifs structurants.

Ces expériences, souvent déterminantes pour les volontaires comme pour les structures d'envoi ou d'accueil, contribuent à faire émerger des parcours d'engagement ouverts sur le monde et à ancrer durablement la coopération internationale dans les territoires, en valorisant les partenariats de long terme et les dynamiques d'échanges réciproques.

Mathilde Beziau > Directrice de Pays de la Loire Coopération Internationale

DOSSIER

JEUNES EN MOUVEMENT

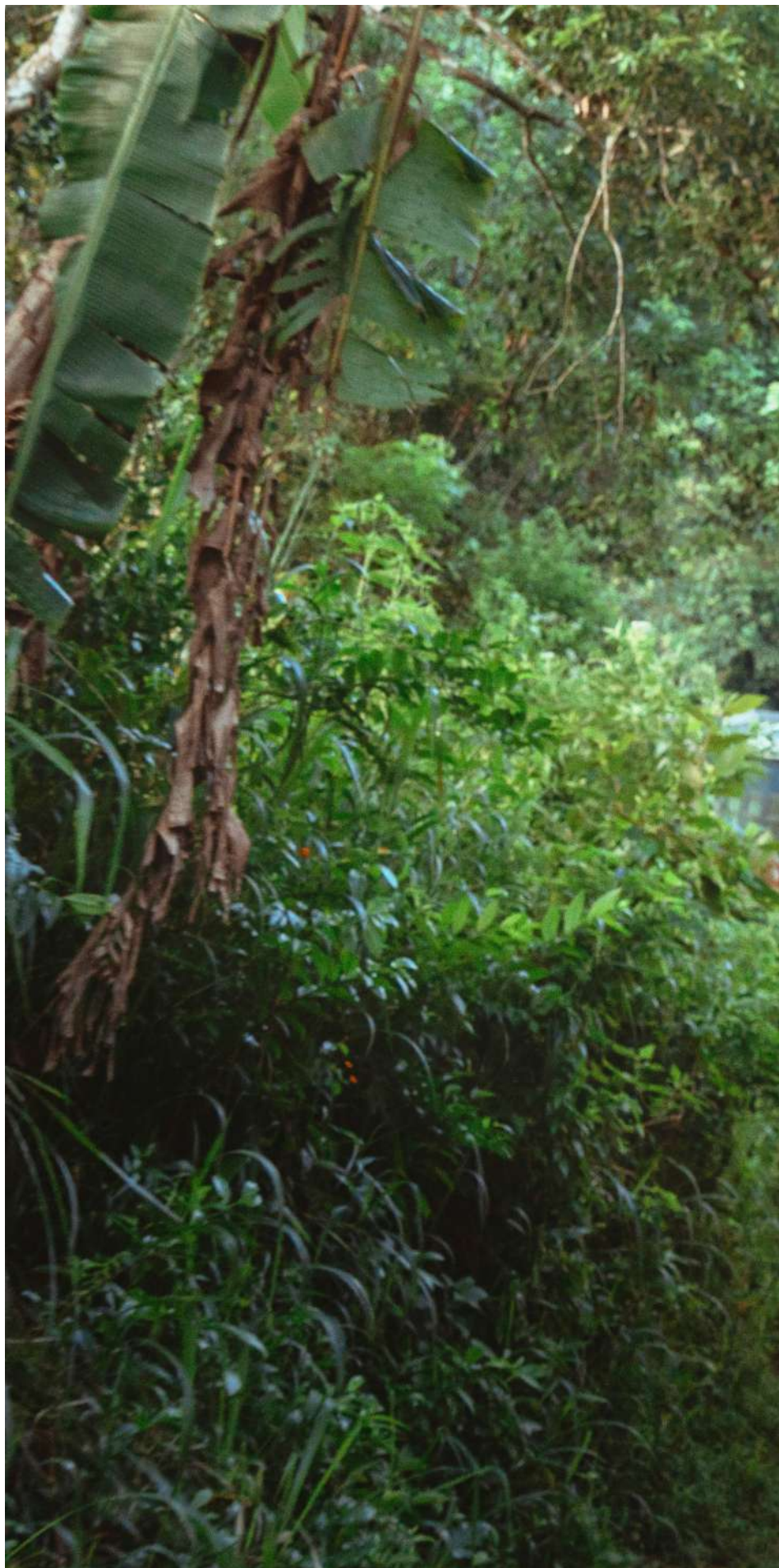


Photo : Evgeny Matveev / Unsplash





INTERVIEW

Photo :
Ufoops /
Pexels

ADRIEN DELESPIERRE

NUANCES SUR LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

Adrien Delespierre est sociologue et maître de conférences à l'université de Tours. Il a notamment travaillé sur l'internationalisation des grandes écoles d'ingénieurs.

”

Ce n'est pas le fait de bouger qui compte, mais où l'on va, avec quelles ressources et pour quels profits.

Dans une précédente interview vous teniez à apporter une certaine nuance sur la mobilité...

Effectivement, certaines populations perçues comme immobiles, comme celles des zones rurales, peuvent parcourir en réalité de longues distances pour travailler. Ce qui différencie les classes sociales n'est pas tant la mobilité physique que les opportunités qu'elle offre. Ce n'est pas le fait de bouger qui compte, mais où l'on va, avec quelles ressources et pour quels profits. Par exemple, les anciens élèves des grandes écoles lorsqu'ils partent à l'étranger, évoluent souvent dans des cercles fermés et des groupes sociaux très homogènes. Peut-on encore parler de mobilité internationale selon votre sens, lorsqu'un « expatrié » travaille dans une banque française bien établie à Londres, à deux heures de train de Paris, où il côtoiera beaucoup

d'autres Français sortis du même type d'école que lui. Leur mobilité est bien une stratégie de valorisation de leur capital, mais elle ne les confronte pas véritablement à d'autres mondes sociaux que ceux qu'ils connaissent déjà.

Il existe une forte inégalité dans l'accès aux types de mobilité valorisés. Une mobilité choisie, telle qu'un séjour dans une grande université étrangère ou une expérience professionnelle prestigieuse à l'international, s'oppose à une mobilité contrainte, comme celle des travailleurs obligés de se déplacer loin pour trouver un emploi stable. Ces réalités coexistent, mais seule la première est souvent perçue comme un atout social.

Comment les expériences internationales influencent-elles les trajectoires de carrière des diplômés ?

C'est une question vaste. Mes recherches ont porté principalement sur les parcours de formation, mais j'ai également suivi des cohortes d'anciens élèves, notamment des ingénieurs. Ce type d'expérience peut être perçu comme une accumulation de « capital international », pour reprendre un concept inspiré de la sociologie de Bourdieu. Ce capital inclut des ressources telles que des diplômes, des compétences linguistiques et des savoir-faire spécifiques acquis à l'étranger. Ces éléments peuvent être valorisés sur le marché du travail local ou international. Cependant, tout dépend de la nature et de la hiérarchie de ces capitaux. Par exemple, les diplômés des grandes universités américaines ou britanniques sont les plus valorisés mais aussi les plus coûteux, ce qui les rend souvent inaccessibles. Les stages ou les séjours de type Erasmus, plus accessibles quant à eux, ont un retour sur investissement moindre.

Il y a aussi une incertitude liée à la rentabilité de ce capital. Je prends pour exemple le témoignage d'une jeune femme qui avait appris le russe pour travailler dans le commerce entre la France et la Russie. Aujourd'hui, avec la crise géopolitique actuelle à cause de l'invasion de l'Ukraine puis la mise au ban de la Russie, cet investissement est largement dévalué. Ce « capital international » est donc soumis à une forme de volatilité, souvent dépendante des contextes économiques et politiques. C'est un peu comme à la bourse, où les différentes valeurs financières fluctuent les unes par rapport aux autres.

Les politiques publiques jouent également un rôle crucial dans la valorisation de ces capitaux. Par exemple, les pro-

grammes comme Erasmus permettent de réduire certaines barrières, mais leur accès reste limité pour des étudiants issus de milieux modestes, en raison de frais annexes ou du manque de soutien financier. En revanche, d'autres politiques, comme la hausse des frais d'inscription pour les étudiants non européens en France, compliquent l'accès à ces expériences, surtout pour les étudiants des pays francophones d'Afrique. Ces augmentations risquent de réduire la diversité des mobilités étudiantes et de concentrer les opportunités sur les seuls étudiants issus des pays riches.

Enfin, il est important de noter que les opportunités internationales ne sont pas perçues de la même manière selon les contextes nationaux. Dans certains pays, l'expérience internationale est un prérequis pour évoluer dans des secteurs économiques spécifiques, alors que dans d'autres, elle reste un avantage parmi d'autres. Cette disparité montre l'importance des politiques éducatives nationales et internationales pour structurer ces trajectoires.

Les trajectoires des diplômés démontrent également un rapport complexe avec les enjeux sociaux et économiques des pays d'accueil. Par exemple, un étudiant formé en France qui retourne dans son pays d'origine avec un diplôme reconnu internationalement peut voir sa carrière accélérée, mais cela dépend fortement des conditions locales et des réseaux professionnels établis.

”

Ce type d'expérience peut être perçu comme une accumulation de « capital international », pour reprendre un concept inspiré de la sociologie de Bourdieu. Ce capital inclut des ressources telles que des diplômes, des compétences linguistiques et des savoir-faire spécifiques acquis à l'étranger. Ces éléments peuvent être valorisés sur le marché du travail local ou international.

Photo :
Raissa Lara Lutolf Fasel /
Unsplash



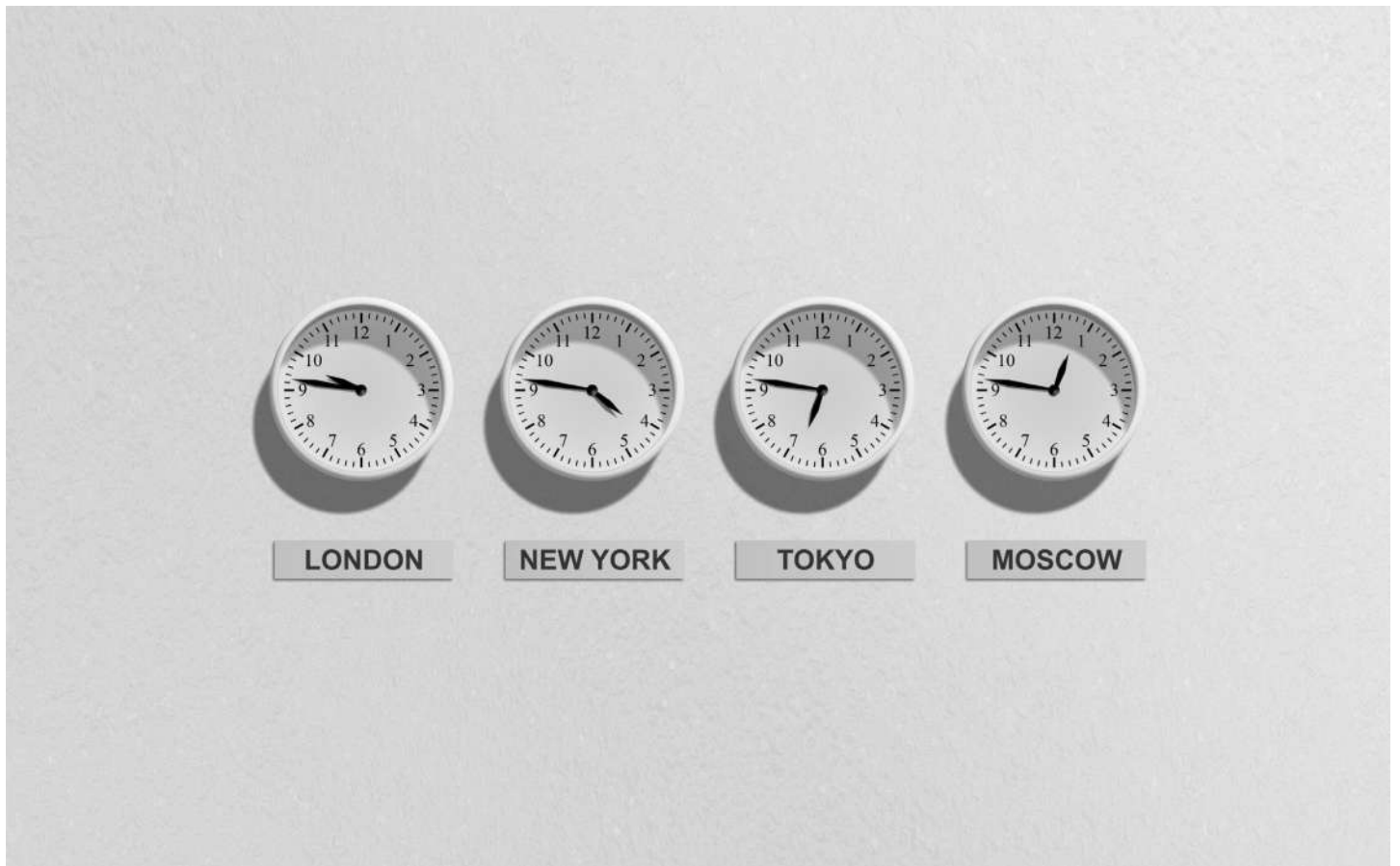


Photo :
Pexels / Pixabay

”

Les écarts de genre sont significatifs, même parmi les populations sélectionnées comme les élèves des grandes écoles. Les femmes, bien que sur-sélectionnées pour accéder à des écoles prestigieuses comme Polytechnique, sont moins nombreuses à partir pour des masters à l'étranger [...]

Quels écarts observez-vous, notamment en termes de genre, dans les opportunités de mobilité internationale ?

Les écarts de genre sont significatifs, même parmi les populations sélectionnées comme les élèves des grandes écoles. Les femmes, bien que sur-sélectionnées pour accéder à des écoles prestigieuses comme Polytechnique, sont moins nombreuses à partir pour des masters à l'étranger. De plus, parmi les cadres expatriés, les femmes sont nettement sous-représentées dans les carrières les plus prestigieuses et les plus rémunératrices, comme la finance ou le conseil.

Les responsabilités domestiques jouent également un rôle clé. Dans les classes populaires, les jeunes femmes ont souvent des tâches familiales importantes, ce qui limite leur capacité à s'éloigner. Certaines étudiantes doivent régulièrement revenir chez elles pour aider une mère ou un proche malade, ce qui les contraint dans leur parcours académique ou professionnel.

Il existe aussi des attentes sociales contradictoires qui pèsent sur les jeunes femmes amenées à partir pour leurs études : d'un côté, la famille peut soutenir leurs projets, mais d'un autre, il y a une forte pression

pour maintenir sur place des liens familiaux et sociaux. Ces forces de rappel sont moins présentes chez les hommes, perçus comme plus autonomes.

Plutôt que des dispositifs spécifiques supplémentaires car il en existe déjà de nombreux, qui ne résolvent pas ce problème de fond qu'est la précarité étudiante, il faudrait à mon avis repenser complètement le modèle de protection sociale des jeunes qui ne leur assure aucun revenu minimal avant l'âge de 25 ans. Il faudrait s'inspirer des pays qui mettent en place des bourses suffisamment élevées pour permettre à chaque jeune de vivre correctement et de mener ses études sans dépendre de ses parents, ni avoir à faire des petits boulots mal payés, chronophages et parfois nuisibles à sa santé.

La présence d'étudiants venant d'autres pays crée-t-elle des clivages dans les promotions ?

Dans les écoles d'ingénieurs, où les promotions sont plus petites et souvent composées d'étudiants issus des mêmes classes préparatoires, l'intégration des étudiants étrangers varie. Les Européens et les Maghrébins, surtout ceux ayant suivi une prépa en France, s'intègrent mieux. En revanche, les étudiants asiatiques, souvent moins à l'aise avec la langue ou les codes

sociaux, restent plus isolés. Ces différences peuvent être accentuées par des stéréotypes ou des comportements racistes. Par exemple, les élèves asiatiques sont réputés pour consacrer beaucoup de temps au travail scolaire, ce qui est perçu très négativement par les élèves français sortis de prépa qui y voient la compensation d'un manque de « talent », et aussi par ailleurs un manque de virilité, dans le sens où cela renvoie à de la docilité à l'égard des professeurs et des exigences scolaires, dont doivent s'affranchir les hommes accomplis destinés à devenir des dirigeants, des managers.

La dynamique sociale des promotions joue aussi un rôle. Les étudiants étrangers ont tendance à se lier avec des Français moins privilégiés ou ayant intégré l'école par des voies moins prestigieuses. Les élèves issus de grandes prépas parisiennes, qui maîtrisent les codes de l'élite, participent davantage aux activités associatives et aux réseaux de pouvoir, se tenant parfois à distance des étudiants étrangers.

Les réseaux d'anciens élèves influencent-ils les opportunités de mobilité internationale ?

Leur impact dépend du prestige de l'école et du contexte. À Polytechnique, par exemple, l'institution elle-même n'oriente les élèves que vers des universités qu'elle estime suffisamment réputées. Aller dans une université jugée « non prestigieuse » serait très difficile.

Pour les carrières, le réseau des anciens peut être précieux dans des contextes incertains, comme une expatriation en Asie, mais il est moins sollicité dans des environnements déjà bien établis pour les diplômés français, comme Londres.

Quelle est l'influence du Covid sur les mobilités étudiantes ?

Il est encore tôt pour mesurer pleinement l'impact du Covid. Indépendamment de cela, plusieurs tendances inquiétantes ont émergé. La hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers et la dégradation des conditions de vie étudiante limitent l'attractivité de la France. Cela touche particulièrement les étudiants francophones issus de pays économiquement défavorisés, qui apportent pourtant une richesse culturelle et académique indéniable.

”

La crise sanitaire a également mis en lumière les fragilités du système de protection sociale des jeunes. En France, cette protection repose encore beaucoup sur les familles, ce qui accroît les inégalités [...]

Les étudiants étrangers, déjà confrontés à des barrières administratives et financières avant la pandémie, ont vu leurs difficultés s'accroître. Les restrictions de voyage et la numérisation partielle des cours ont limité leur expérience, réduisant souvent leurs possibilités de tisser des liens sociaux et de mieux s'intégrer dans leur université.

La crise sanitaire a également mis en lumière les fragilités du système de protection sociale des jeunes. En France, cette protection repose encore beaucoup sur les familles, ce qui accroît les inégalités. Les étudiants issus de milieux modestes sont les premiers à en souffrir, et aucune réforme structurelle n'a été mise en place depuis le Covid pour remédier à ces problèmes.

Des politiques publiques spécifiques pourraient atténuer ces difficultés. Par exemple, investir dans des logements étudiants accessibles ou renforcer les aides financières – et pas seulement pour les plus précaires, parce qu'un droit qui n'est pas universel est vite remis en cause et présenté comme de la charité. Il faudrait que chaque étudiant (indépendamment des revenus de ses parents) bénéficie d'une bourse lui permettant pendant quelques années de vivre correctement en suivant sa formation. C'est tout à fait faisable, d'autres pays européens le font. La précarité étudiante n'est pas une fatalité, tout dépend des choix politiques qui sont faits.

Photo :
Daniel / Pexels





INTERVIEW

FRANCEVOLONTAIRE : UN POINT DE DÉPART POUR UNE AVENTURE HUMAINE & SOLIDAIRE

Photo :
Benjamin Combs /
Unsplash.com

Yann Delaunay
> Directeur général de
FranceVolontaires

Achille Castelnau
> Chargé d'appui
et de développement à
PLAY International, ancien
volontaire

Comment France
Volontaires accompagne
les futurs volontaires dans
la phase de décision et de
préparation ?

Yann Delaunay : France Volontaires est un groupement d'intérêt public opérateur du Ministère des Affaires étrangères. Notre mission est de démocratiser l'accès au volontariat international en le rendant plus compréhensible et accessible à tous. Nous collaborons étroitement avec des acteurs diversifiés : l'État, les collectivités territoriales, les associations, mais aussi les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs pour informer et mobiliser largement.

Notre priorité est d'expliquer clairement ce qu'est le volontariat, mais aussi ce qu'il n'est pas. Par exemple, nous insistons sur le fait que le volontariat n'est ni un voyage touristique ni une simple expérience personnelle, mais une mission au service de l'intérêt général. Nous nous appuyons sur des outils variés comme notre site internet, des témoignages inspirants d'anciens volontaires, des campagnes de sensibilisation et des événements tels que des journées d'information ou des festivals.

Enfin, nous travaillons activement à identifier des partenaires locaux fiables à l'étranger, afin de garantir que les missions proposées soient réellement bénéfiques aux communautés accueillantes tout en offrant une expérience riche et formatrice aux volontaires.

”

[...] nous insistons sur le fait que le volontariat n'est ni un voyage touristique ni une simple expérience personnelle, mais une mission au service de l'intérêt général.

Achille, quel a été le déclic pour vous lancer dans une mission de volontariat international ?

Achille Castelnau : J'ai eu en réalité deux déclics. Tout d'abord, il y a eu une première opportunité de partir au Liban. Cette expérience a éveillé en moi l'envie de m'engager plus largement à l'international. Ensuite, mon intérêt pour la solidarité internationale a pris le relais. Le volontariat cohabit ces deux aspirations : vivre une nouvelle expérience à l'étranger tout en m'impliquant dans une mission d'intérêt général. Par ailleurs, cela me permettait de développer des compétences professionnelles au cours de cette aventure. Je suis donc parti en volontariat au Sénégal pour PLAY international.

Comment France Volontaires aide les volontaires à clarifier leurs motivations et à aligner leurs attentes avec les besoins des missions sur le terrain ?

YD : Clarifier les motivations des volontaires est une étape essentielle pour assurer le succès d'une mission. Nous avons développé un parcours spécifique pour aider chaque futur volontaire à se poser les bonnes questions : « Pourquoi veux-tu partir ? », « Qu'espères-tu accomplir ? » ou encore « Quels sont tes objectifs personnels et professionnels ? ». Nous mettons en avant l'importance de l'adéquation entre les attentes des volontaires et les besoins réels sur le terrain. Ainsi, nous aidons les volontaires à réfléchir à leurs compétences, leurs valeurs et leur disponibilité. Ce processus vise à éviter les incompréhensions ou les frustrations une fois sur place. De plus, nos partenaires et réseaux, comme les RRMA, jouent un

rôle essentiel dans l'accompagnement des candidats dans cette réflexion, en prenant par exemple en compte des éléments clés tels que la culture du pays d'accueil, les objectifs des missions, et les besoins des communautés locales.

AC : Mes attentes étaient multiples. D'un point de vue professionnel, je souhaitais être au plus proche du terrain, me confronter à des réalités nouvelles et élargir mes compétences dans un contexte opérationnel. À titre personnel, c'était l'occasion de découvrir un nouveau pays après le Liban et d'apprendre à m'adapter à un environnement différent, tant sur le plan culturel que dans les méthodes de travail. C'était cette quête de nouveauté, d'expérience et de défi qui me motivait profondément. Ma mission a d'ailleurs répondu à ces attentes en me plongeant dans une autre culture et un environnement de travail différent de ce que je connaissais.

Comment préparez-vous les partenaires locaux à accueillir les volontaires, pour faciliter leur intégration ?

YD : France Volontaires s'appuie sur un réseau d'« espaces volontariat » dans le monde (ndlr : dans 30 pays) qui jouent un rôle clé dans la préparation et le soutien des partenaires locaux. Ces espaces facilitent l'accueil des volontaires en partageant des

informations sur les réalités culturelles, sociales et sécuritaires du pays. Nous organisons aussi des sessions d'information et de formation pour renforcer les liens entre les volontaires et leurs structures d'accueil, favorisant ainsi leur intégration.

Comment soutenez-vous les volontaires qui pourraient ressentir un choc culturel ou un décalage avec leurs attentes ?

”

Le choc culturel est une réalité courante dans les missions de volontariat. Nos espaces volontariat sont présents pour apporter un soutien direct sur place [...]

Photo :
Ewien Van Bergeijk kwant /
Unsplash.com



”

Même si ce n'était pas ma première fois à l'étranger, mes premiers jours à Saint-Louis, dans le nord du Sénégal, ont été une sorte de choc. Cette ville est très différente de Dakar, qui offre des repères plus familiers pour un Occidental : cinémas, grandes enseignes, etc. À Saint-Louis, l'absence de ces repères visuels et physiques m'a frappé.

Photo :
Alexander Bagno / Unsplash



FV : Le choc culturel est une réalité courante dans les missions de volontariat. Nos espaces volontariat sont présents pour apporter un soutien direct sur place, notamment en organisant des ateliers ou en offrant des espaces d'échange. Ces initiatives permettent d'identifier rapidement les éventuelles difficultés rencontrées par les volontaires. En cas de besoin, nous proposons un suivi personnalisé pour aider à surmonter ces moments délicats, tout en maintenant un lien constant avec les structures d'envoi et les autorités locales.

AC : Même si ce n'était pas ma première fois à l'étranger, mes premiers jours à Saint-Louis, dans le nord du Sénégal, ont été une sorte de choc. Cette ville est très différente de Dakar, qui offre des repères plus familiers pour un Occidental : cinémas, grandes enseignes, etc. À Saint-Louis, l'absence de ces repères visuels et physiques m'a frappé. Je me suis retrouvé face à une réalité où tout, des bâtiments aux modes de vie, était totalement différent de ce que j'avais connu. Sur le plan professionnel, ma mission était fidèle à ce qui m'avait été présenté par l'ONG Play International et son partenaire local. Les conditions de travail correspondaient

à ce que j'avais anticipé, que ce soit en termes d'environnement ou des activités à mener. En revanche, il y avait un décalage évident avec ma vie en France, notamment au niveau des infrastructures ou des habitudes quotidiennes. Mais ce décalage faisait partie intégrante de ce que je cherchais : sortir de ma zone de confort pour découvrir autre chose.

Quels types de suivi ou d'accompagnement proposez-vous aux volontaires en cours de mission ?

FV : Le suivi des volontaires repose sur une collaboration entre France Volontaires, les structures d'envoi, et les espaces volontariat locaux. Nous veillons à ce que les volontaires soient intégrés dans des dispositifs adaptés, avec un soutien régulier sous forme d'échanges ou d'ateliers. Nous travaillons également à valoriser leur contribution en mettant en avant leur impact sur des priorités internationales comme l'agenda 2030 et les objectifs de développement durable.

AC : Mes difficultés étaient surtout liées à la vie quotidienne. Trouver où déjeuner, comprendre comment se déplacer, ou encore s'adapter aux différences culturelles étaient des défis au départ. Ces obstacles sont relativement mineurs, mais exigeaient de l'agilité et une capacité d'adaptation constante. Un autre moment marquant a été lorsque ma compagne est tombée malade et j'ai dû l'accompagner à l'hôpital. Cela a renforcé ma prise de conscience des différences en terme d'accès et de qualité des infrastructures médicales. Ces expériences m'ont appris à composer avec des réalités très différentes de celles que je connaissais. D'un point de vue personnel, le dépaysement et les petits défis quotidiens m'ont aussi rappelé pourquoi j'étais là. Ces éléments m'ont permis d'apprendre énormément et de m'enrichir tant humainement que culturellement. Ce sentiment est survenu aussi lors des activités organisées avec les enfants autour de jeux sportifs. Voir directement les bénéficiaires de mon travail et constater l'impact positif que nous avions sur eux a été extrêmement gratifiant.

Comment soutenez-vous les volontaires dans la phase de réintégration ? Proposez-vous des espaces pour partager leurs expériences ?



La phase de retour est tout aussi importante que celle de préparation ou de mission. Nous organisons des stages de relecture d'expérience pour accompagner les volontaires dans l'identification des compétences acquises et leur valorisation dans leurs projets futurs.

YD : La phase de retour est tout aussi importante que celle de préparation ou de mission. Nous organisons des stages de relecture d'expérience pour accompagner les volontaires dans l'identification des compétences acquises et leur valorisation dans leurs projets futurs.

Nous collaborons avec des acteurs académiques et professionnels pour mieux intégrer et reconnaître ces compétences dans les parcours professionnels des volontaires. Ces initiatives visent à renforcer la reconnaissance de l'expérience de volontariat.

AC : Mon retour a été marqué par un certain décalage. Après une expérience aussi intense, on se rend compte que la vie en France a continué son cours, souvent sans grande attention pour ce que l'on a vécu. Lors de mon premier retour du Liban, cela avait été très perturbant. Cette fois-ci, en revenant du Sénégal, j'avais appris à gérer mes attentes même s'il y a toujours un temps d'adaptation. On remet les choses en perspective, on se réhabitue à un quotidien qui peut sembler un peu déconnecté de ce que l'on a vécu sur place.

En quoi les expériences des anciens volontaires nourrissent-elles l'évolution de vos programmes et dispositifs ?

Les témoignages des anciens volontaires sont précieux pour améliorer nos pratiques et sensibiliser de nouveaux publics. Ils contribuent à faire connaître les impacts positifs du volontariat et à ajuster nos programmes pour répondre aux be-

soins réels.

Nous utilisons également des formats vidéo et participons à des événements pour promouvoir ces expériences auprès du grand public.

Achille, quel aspect de votre mission reste le plus vivant aujourd'hui ?

Les rencontres, sans aucun doute. Elles constituent la richesse première du volontariat. Ces échanges avec des personnes aux parcours et aux perspectives totalement différents des nôtres ouvrent l'esprit, donne des perspectives et apporte des clés de lecture et de compréhension de l'autre. Ces discussions m'ont permis de prendre conscience des nombreux décalages entre nos connaissances européennes et les réalités vécues ailleurs dans le monde. Encore aujourd'hui, je garde contact avec certaines personnes rencontrées au Liban ou au Sénégal. Ces relations continuent de m'enrichir.

Quels conseils donneriez-vous à une personne qui hésite encore à s'engager dans une mission de volontariat international ?

YD : Le volontariat est une expérience enrichissante, mais il nécessite de la préparation. Nous conseillons de prendre le temps de choisir une mission adaptée, avec des partenaires de confiance, et d'éviter les démarches trop rapides. Il est important de privilégier un engagement éthique et de se poser les bonnes questions pour maximiser l'impact de cette expérience, tant pour soi-même que pour les communautés locales.

AC : C'est une expérience à la fois professionnellement et personnellement enrichissante. Elle permet de développer des compétences transférables tout en offrant une formidable ouverture sur le monde.

Photo : Imani Bahati / Unsplash

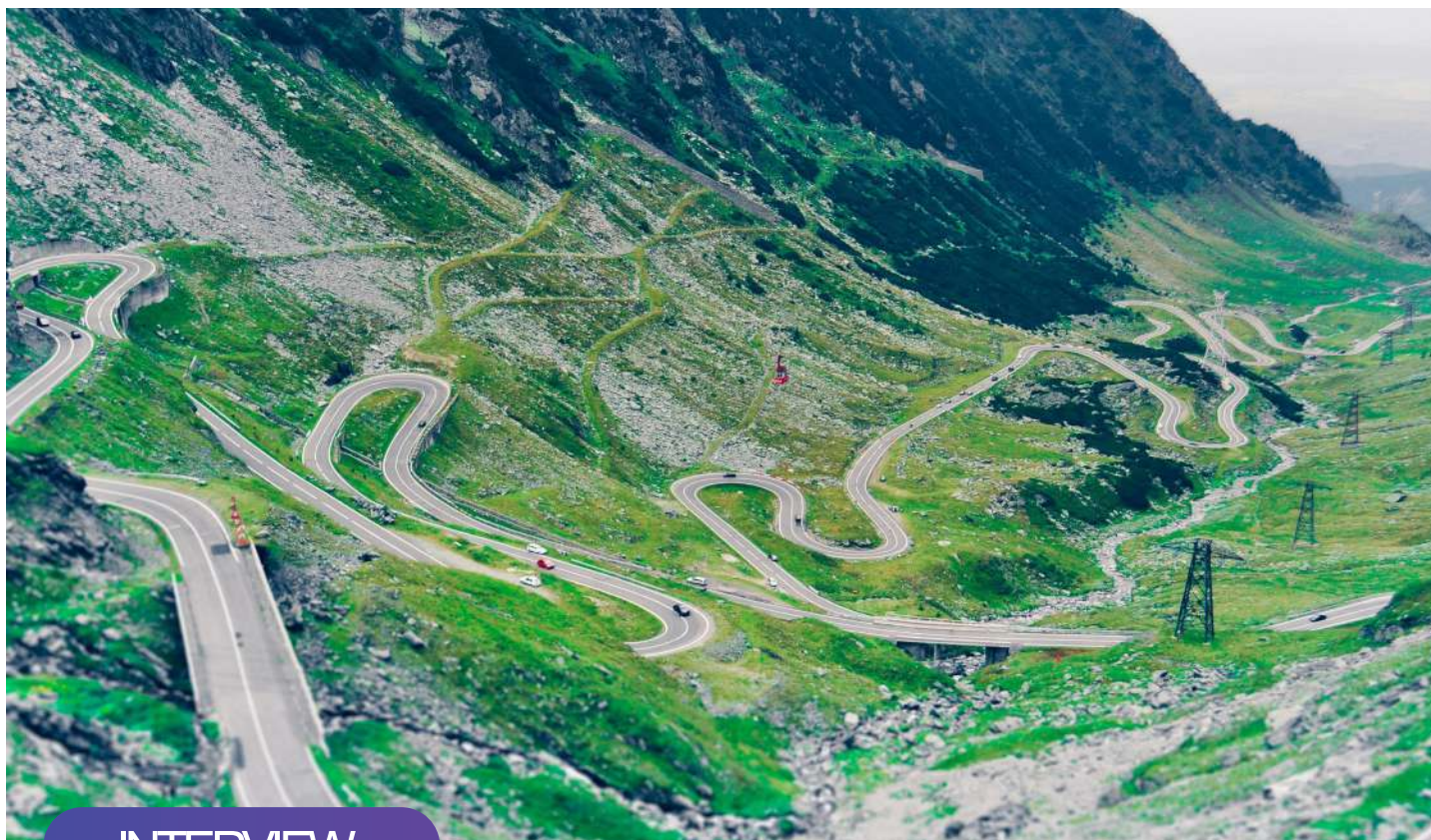


Quels efforts déployez-vous pour sensibiliser à l'importance d'un volontariat éthique et éviter les dérives du volontourisme ?

Il existe des dérives mêlant tourisme et pseudo-volontariat, qu'on appelle le volontourisme. Souvent axé sur des missions superficielles et de courte durée. Sur ce que je disais à l'instant, typiquement, si une structure vous propose de partir la semaine prochaine en volontariat, c'est mauvais signe. Encore plus, si on vous demande de vous acquitter d'une somme avant de partir.

C'est un problème car ces missions profitent davantage aux agences organisatrices qu'aux communautés locales et elles peuvent renforcer les inégalités sociales et économiques dans les pays d'accueil. Consciente de ces enjeux, France Volontaires se positionne clairement dans la lutte contre cette tendance. Pour nous, le volontariat international doit avant tout être un outil de solidarité et de coopération respectueux des besoins et aspirations des populations locales. Ainsi, l'organisation insiste sur des missions inscrites dans une démarche à long terme, co-construites avec des partenaires locaux et adaptées aux réalités du terrain. En valorisant des projets structurants, elle s'assure que l'impact des missions soit durable et bénéfique pour les communautés.

C'est pourquoi nous sensibilisons et formons les volontaires au départ. Nous accompagnons les candidats dès les premières étapes, en les formant aux enjeux éthiques du volontariat international. Ces formations permettent de déconstruire les idées reçues et de préparer les volontaires à adopter une posture humble et respectueuse, basée sur l'écoute et l'échange. Notre approche repose sur un triangle d'engagement : le volontaire, la structure en France, et le partenaire local. Cette collaboration garantit une mission répondant aux besoins réels sur le terrain.



INTERVIEW

JSI-VVSI: ENCOURAGER L'ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Photo : Doubleseven / Pexels

Laure Kimbimbi
> référente des dispositifs JSI-VVSI au Fonjep (fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire).

Chloé Daniel
> conseillère politique volontariat jeunesse sport au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Les dispositifs Jeunesse et Solidarité Internationale (JSI) et Ville, Vie, Vacances et Solidarité Internationale (VVSI) jouent un rôle clé dans la promotion de la mobilité et de l'engagement des jeunes au cœur de projets de solidarité internationale. Créés dans les années 1990, financés par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et animés par le Fonjep au niveau national, ces programmes visent à favoriser la rencontre interculturelle de jeunes venant de différents pays à travers la mise en œuvre de projets d'échanges et d'actions d'intérêt collectif. Ces initiatives doivent être menées par des jeunes de 15 à 25 ans et portées par une association française, en partenariat avec une association à l'étranger.

Quels sont les objectifs des dispositifs JSI et VVSI ?

Les dispositifs JSI-VVSI ont été mis en place pour promouvoir la solidarité interna-

tionale et l'engagement citoyen des jeunes au travers de projets collectifs à l'étranger. Le VVSI a vu le jour en 1991, dans le cadre d'un programme initialement destiné aux jeunes majoritairement issus de quartiers prioritaires et éloignés de la mobilité, leur offrant la possibilité de réaliser des séjours à l'international axés sur la solidarité. En 1997, le JSI est venu compléter cette initiative en proposant un cadre plus inclusif pour lycéens, étudiants et jeunes actifs désireux de s'investir dans des actions de solidarité internationale. Ainsi, bien que destinés à des publics différents, ces deux dispositifs poursuivent un même objectif : permettre aux jeunes de contribuer positivement à des projets internationaux tout en favorisant l'éducation à la citoyenneté mondiale et en renforçant les liens entre jeunes de différents territoires.

Quelles sont les évolutions des dispositifs ?



[...] bien que destinés à des publics différents, ces deux dispositifs poursuivent un même objectif : permettre aux jeunes de contribuer positivement à des projets internationaux tout en favorisant l'éducation à la citoyenneté mondiale et en renforçant les liens entre jeunes de différents territoires.

À l'origine, les dispositifs JSI-VVSI étaient principalement centrés sur des chantiers de jeunes, des projets où de jeunes français partaient réaliser des actions telles que de la rénovation d'infrastructures ou le développement de projets éducatifs. Cependant, au fil du temps les thématiques abordées par ces projets se sont diversifiées. Aujourd'hui, les jeunes investissent des domaines variés allant de la protection de l'environnement, à des activités sociales ou culturelles, reflétant l'évolution des priorités et attentes des nouvelles générations.

Une autre évolution majeure a été l'introduction de la réciprocité, permettant désormais aux jeunes des pays partenaires de venir en France pour y mener des projets similaires. Ce modèle d'échange interculturel renforce une approche de partenariat d'égal à égal entre les pays, en réponse à la volonté d'établir des relations humaines plus équilibrées. Bien que cette réciprocité prend plus de temps à s'organiser en raison de démarches administratives supplémentaires, notamment des délais d'obtention liés aux visas qui sont incompressibles, la réciprocité marque un pas vers une solidarité plus équitable et enrichissante pour chaque partie.

Pourquoi une gestion régionale des dispositifs à l'heure actuelle ?

La régionalisation des dispositifs JSI-VVSI instaurée en 2022, a permis de trans-

férenter une partie de leur gestion du niveau national à des coordinations régionales dont la plupart sont des RRMA (Réseaux Régionaux Multi-Acteurs). Auparavant, les projets étaient évalués lors de jurys réunis à un niveau national. Ce modèle centralisé impliquait des coûts et des contraintes logistiques pour les jeunes et les structures, qui pouvaient être un frein au dépôt de nouveaux projets.

Avec la régionalisation, les comités de sélection sont désormais organisés directement dans les territoires, ce qui facilite l'accès des jeunes à ces dispositifs et favorise leur accompagnement local. En instaurant des structures référentes régionales, cette approche permet aussi une diffusion plus efficace des informations, en renforçant les liens avec les acteurs locaux. Les coordinations régionales jouent également un rôle essentiel de sensibilisation des jeunes aux enjeux de solidarité internationale et d'interculturalité. Leur mission va jusqu'à la participation à des instances régionales comme le COREMOB¹ pour valoriser les dispositifs et contribuer au développement de la politique publique de mobilité et de solidarité internationale au niveau local.

Quels bénéfices concrets pour les jeunes engagés ?

Les dispositifs JSI-VVSI ont un impact concret sur les jeunes participants, en favorisant avant tout leur ouverture interculturelle et la découverte du monde qui les entoure. En collaborant avec des jeunes d'autres cultures, ils développent une meilleure compréhension des enjeux globaux comme le changement climatique et les inégalités. Cette expérience interculturelle qui s'accompagne d'un sentiment d'appartenance à une communauté mondiale, constitue un premier pas essentiel vers leur engagement citoyen.

En parallèle, les projets offrent aux jeunes l'opportunité d'acquérir des savoir-faire précieux tels que la méthodologie de projet, la gestion budgétaire ou bien le travail en équipe qui pourront enrichir leur parcours professionnel. Ils apprennent également à s'adapter à un nouvel environnement et développent des compétences interculturelles, renforçant ainsi leur confiance et leur autonomie.

Quels défis dans le développement et le renforcement de l'accès à ces dispositifs ?

Les dispositifs font face à plusieurs défis. Les premiers restent ceux de l'accès à l'in-

¹ Comité régional des mobilités européennes et internationales des jeunes

formation et des démarches administratives complexes. Pour que les jeunes puissent tirer le meilleur parti de ces programmes, il est crucial qu'ils disposent de toutes les informations nécessaires. C'est pourquoi, nous collaborons avec des associations marraines et les coordinations régionales qui relayent activement ces informations et facilitent l'accès au dispositif via des formations, ateliers, rendez-vous d'accompagnement, participation à des événements, etc.

La question de la réciprocité constitue un autre défi majeur car peu de projets intègrent encore cette dimension d'échange. Nous cherchons à sensibiliser les associations à son importance en encourageant les jeunes à accueillir leurs homologues en France.

Comment les jeunes peuvent s'approprier les dispositifs ?

Les jeunes intéressés par les dispositifs JSI-VVSI disposent de plusieurs ressources. D'abord, le site du Fonjep offre une mine d'informations : critères d'éligibilité, modalités de candidature, objectifs des dispositifs, thématiques des projets, montant de la subvention, ainsi que l'ensemble des documents nécessaires pour comprendre les enjeux et construire un projet solide.

En parallèle, les associations marraines et les coordinations régionales jouent un rôle central dans l'accompagnement des jeunes. Ces structures ressources ont l'expérience nécessaire pour les guider dans la conception de leur projet, la compréhension des étapes administratives et la concrétisation de leur engagement.

Une invitation à l'engagement...

Nous encourageons vivement les jeunes à saisir cette opportunité unique de découvrir le monde, de s'engager dans des projets solidaires et de renforcer leur citoyenneté. Se lancer dans un projet de mobilité internationale peut sembler impressionnant mais les dispositifs JSI-VVSI offrent des opportunités précieuses qui vont bien au-delà d'un simple financement. Conçus comme de véritables parcours d'accompagnement, ils permettent aux jeunes d'acquérir des compétences, de prendre confiance en eux et d'apprendre à porter leurs idées dans un cadre collaboratif et interculturel.

Chaque projet est une aventure en soi, un échange enrichissant entre jeunes de différents horizons, une occasion d'élargir ces perspectives et de devenir un acteur du changement ouvert sur le monde et les autres.

PARTIR À L'ÉTRANGER

L'expérience à l'étranger vous attire ?
Études, travail, volontariat, événements, informations pratiques : petite boîte à outils pour vous aider dans votre démarche d'expatriation aux quatre coins du monde.

LES INCONTOURNABLES

« Découvrir le monde »
Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports
decouvrirlemonde.jeunes.gouv.fr

« Partir à l'étranger »
Centre d'Information et de Documentation Jeunesse (CIDJ)
www.cidj.com

J'EM'ENGAGE

Entre 2 et 24 mois

Service Civique à l'International
- www.service-civique.gouv.fr

Service Volontaire Européen
- europa.eu

Volontariat International en Entreprise / Administration
- mon-vie-via.businessfrance.fr

Volontariat de Solidarité Internationale
- www.france-volontaires.org
et www.clong-volontariat.org

De 15 jours à un mois

Les chantiers solidaires internationaux
www.cotravaux.org
- www.clong-volontariat.org
- www.solidaritesjeunesses.org

Le Wwoofing
- wwoofinternational.org

Accompagnement des acteurs de l'humanitaire au retour dans leur reconversion professionnelle
- www.resonanceshumanitaires.org

JE TRAVAILLE

Permis Vacances-Travailleurs
- pvtistes.net

Devenir assistant
- france-education.org

Travailler au pair : d'accueil et de langues
www.ufaap.org

Sites d'offres d'emploi
Eures
Portail européen
- eures.europa.eu

Pôle Emploi International
- francetravail.fr /
Marché de l'emploi
d'activités et par





INFOS PRATIQUES

Conseils aux voyageurs, sécurité, démarches administratives, santé, fiches pays, offres de stage, etc.

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères - www.diplomatie.gouv.fr

Formalités, logement, santé et offres d'emplois par pays - Blog sur la vie à l'étranger - www.expat.com

Protection sociale, assurance maladie à l'étranger

L'assurance maladie - www.ameli.fr

Caisse des Français à l'étranger - www.cfe.fr

Réseau européen d'information spécialisée dans la mobilité des jeunes en Europe
www.eurodesk.eu

Reconnaissance académique et professionnelle des diplômés

Centre ENIC-NARIC France -

france-education-international.fr

Je m'expatrie, je suis à l'étranger, je rentre en France ? Des réponses pratiques à vos questions selon votre situation

Association l'Union des Français de l'Étranger - www.ufe.org

Couchsurfing : voyager et se loger chez l'habitant dans le monde entier

www.couchsurfing.org

www.bewelcome.org

Travail (PVT)

de Français à l'étranger
n-international.fr

partir dans une famille
nir bilingue
www.iapa.org

emplois :

sur la mobilité des jeunes
/index_en

national
emploi-store.fr
loi, dossiers par secteur
pays

J'ÉTUDIE

« Étudier à l'étranger »

Portail numérique des démarches et services de la vie étudiante - Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et les Crous - www.etudiant.gouv.fr

Le programme européen Erasmus+

www.erasmusplus.fr

www.jeunesseenaction.fr

Cursus agricole, vétérinaire, enseignement

technique : Ministère de l'Agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la Forêt - agriculture.gouv.fr



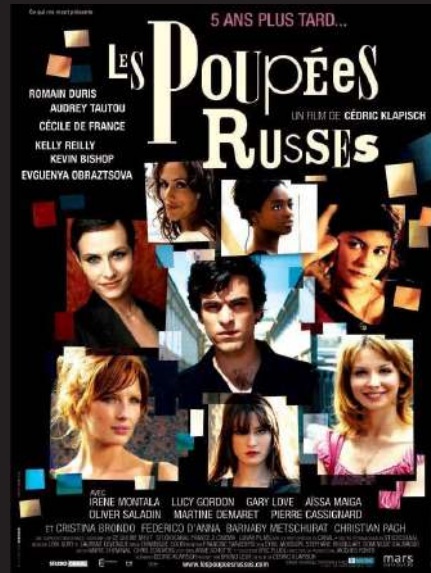
PORTRAIT

Photo :
Joséphine Brueder

Né en 1961 à Neuilly-sur-Seine, Cédric Klapisch se forme au cinéma entre Paris et New York. Passionné par les relations humaines et l'interculturalité, il rencontre un immense succès avec *L'Auberge Espagnole* (2002) puis ses suites : *Les Poupées Russes* (2005) et *Casse-tête chinois* (2013) toujours avec Romain Duris et Audrey Tautou. Klapisch explore aussi des formats télévisuels avec *Dix pour cent* mais aussi *Salade Grecque*, la suite de sa trilogie. Il mettra en scène la 50^e cérémonie des Césars en 2025.

CÉDRIC KLAPISCH

CINÉASTE DE L'EUROPE ET DE LA MOBILITÉ



Cédric Klapisch, réalisateur emblématique, a toujours fait des thématiques contemporaines le cœur de son cinéma. À travers ses films et séries, il aborde des questions fondamentales liées à la mobilité, à l'interculturalité, et à l'évolution de l'Europe, tout en explorant les défis auxquels les jeunes générations font face. Dans ses propres mots, ses œuvres sont « un miroir de la complexité du monde d'aujourd'hui ».

L'Europe, une utopie à réinventer

Pour Klapisch, l'Europe est plus qu'un cadre géographique : c'est une idée, un espace de rencontre et d'échange. Avec *L'Auberge Espagnole*, il met en lumière l'expérience Erasmus, qu'il considère comme une forme d'intégration européenne à la base. « Ces jeunes qui partent étudier ailleurs construisent une Europe humaine et spontanée, loin des logiques bureaucratiques. C'est ce qui m'a séduit dans cette génération », a-t-il confié.

Cependant, il exprime également une certaine désillusion face à l'évolution de l'Europe depuis les années 2000. Dans des interviews récentes, il déplore une montée du nationalisme et un effritement de l'idéal collectif : « On est passé d'une Europe de la solidarité à une Europe où chaque pays joue sa propre partition. C'est dommage parce que l'idée de départ était magnifique. » Dans *Salade Grecque*, il actualise ce discours en montrant comment les jeunes Européens doivent naviguer dans une Europe marquée par les crises économiques, le Brexit, et la montée des inégalités.

La mobilité comme transformation

La mobilité, qu'elle soit physique ou intérieure, est au cœur de l'œuvre de Klapisch. Pour lui, voyager, c'est s'ouvrir à d'autres perspectives et enrichir son regard. « Le voyage n'est pas seulement un déplacement géographique ; c'est un processus de remise en question de soi », explique-t-il. Dans *L'Auberge Espagnole*, ce thème est abordé à travers Xavier, qui découvre les richesses et les défis d'une vie partagée avec des jeunes d'autres cultures.

Avec *Casse-Tête Chinois* et *Salade Grecque*, il montre que cette mobilité devient aussi un défi générationnel. « Aujourd'hui, les jeunes bougent moins par choix que par nécessité. Ils doivent s'adapter à un monde qui les oblige à être mobiles pour survivre », analyse le cinéaste. Ce discours reflète une prise de conscience des nouvelles dynamiques globales, où les enjeux de travail, de logement et de citoyenneté jouent un rôle central.

L'interculturalité comme richesse et défi

Klapisch a souvent exprimé son intérêt pour les chocs culturels et les points de rencontre entre identités. Inspiré par ses propres expériences d'expatriation, il considère que vivre dans un monde multiculturel est une opportunité, mais aussi un défi. « Accepter l'autre, c'est accepter de se questionner soi-même », résume-t-il.

Dans *Salade Grecque*, cette thématique est particulièrement présente, avec des personnages qui jonglent entre leurs héritages culturels et leurs ambitions personnelles. Athènes devient un symbole de cette complexité : « C'est une ville qui porte le poids de son passé tout en essayant de trouver sa place dans le monde moderne », explique-t-il. Ce cadre permet d'aborder des questions contemporaines comme les migrations ou la reconstruction après des crises.

Au-delà de l'Europe, Klapisch s'intéresse surtout aux jeunes et à leurs défis. « Être jeune aujourd'hui, c'est affronter un monde plus incertain que jamais, mais aussi plein de possibilités », dit-il. Dans *Salade Grecque*, il explore des sujets comme la précarité, l'engagement écologique et les tensions générationnelles. Cette série est, selon lui, une tentative de capturer la manière dont la jeunesse d'aujourd'hui redéfinit ses priorités et ses valeurs.

Un cinéma qui invite au dialogue

Klapisch ne prétend pas apporter des réponses définitives. Pour lui, ses films sont avant tout une invitation à réfléchir et à dialoguer. « Le cinéma a ce pouvoir de rassembler les gens, de les faire discuter sur des questions qui nous touchent tous », affirme-t-il. À travers ses œuvres, il invite à voir l'Europe non pas comme une utopie perdue, mais comme un projet collectif toujours en devenir.

”

Aujourd'hui, les jeunes bougent moins par choix que par nécessité. Ils doivent s'adapter à un monde qui les oblige à être mobiles pour survivre



TEMOIGNAGE

Photo :
Pexels

MECANIQUE ET BOULANGERIE : APPRENDRE AUTREMENT, ENTRE LA VENDEE ET LE BENIN

> Eudes Bastid,
Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire

Depuis plus de vingt ans, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Pays de la Loire mène des actions de coopération internationale en Afrique et en Europe.

« Notre action vise à offrir des opportunités pour nos apprenants et nos enseignants de partir à l'international, développer des compétences, partager les leurs et bénéficier d'une ouverture interculturelle », explique Eudes Bastid, responsable du Pôle affaires internationales.

Chaque année, environ 550 mobilités sont réalisées, auxquelles s'ajoutent environ 75 personnes accueillies depuis l'international.

Dans le cadre du programme Jeunesse du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, un projet de trois ans (2024-2027) est conduit avec le Département de la Vendée et les communes béninoises de Lokossa et d'Abomey-Calavi.

”

***Notre action vise à offrir
des opportunités pour nos apprenants
et nos enseignants de partir à l'international,
développer des compétences, partager
les leurs et bénéficier d'une ouverture
interculturelle.***

Programme Jeunesse

Chaque année 15 à 20 apprentis vendéens en mécanique et boulangerie-pâtisserie partent quinze jours au Bénin, alternant entre formation et immersion en entreprise.

Ils découvrent des pratiques locales, des matières premières nouvelles en boulangerie ou des pannes spécifiques en mécanique. En retour, six apprenants et artisans béninois sont accueillis en Vendée pour un programme mêlant cours, découverte des méthodes françaises et immersion en entreprise.

Le projet comprend également des sessions virtuelles entre jeunes français et béninois. Recettes croisées, essais de farines locales comme le manioc, découverte de viennoiseries ou résolution de problématiques mécaniques rythment ces temps d'échange.

« On permet ainsi à d'autres jeunes de toucher du doigt l'international avec ces interactions virtuelles », souligne Eudes Bastid.

Un volet porte sur la place des femmes dans les métiers de la mécanique et de la boulangerie. Les premiers résultats surprennent : « les actions pour encourager la participation des femmes sont plus importantes au Bénin qu'en France » observe-t-il. Les effets de la mobilité sont nets : « quand les jeunes françaises sont rentrées, il y avait une prise de confiance démultipliée ».

Les formateurs bénéficient également du programme. Ils partent une semaine pour préparer les entreprises d'accueil, rencontrer les jeunes béninois qui viendront en France et accompagner les partenaires sur le plan pédagogique.

Une enseignante témoigne d'un changement de regard sur l'enseignement, notamment au sujet des méthodes pour faire de la cohésion de groupe et créer du lien de confiance entre l'enseignant et les apprenants. Les maîtres d'apprentissage qui partent aussi en mobilité pour certains, deviennent des ambassadeurs du programme.

« Le fait de vivre ça eux-mêmes les convainc de laisser ce type d'opportunité à leurs apprentis et d'en parler à d'autres maîtres d'apprentissage », indique Eudes Bastid.

Ainsi, en favorisant l'ouverture, l'entraide et la montée en compétences de chacun, ce programme démontre que l'apprentissage gagne à se nourrir d'autres horizons. Une dynamique collective qui transforme durablement les pratiques professionnelles et les trajectoires personnelles.

”

Quand les jeunes françaises sont rentrées, il y avait une prise de confiance démultipliée.



Photo :
CMA Pays de la Loire



TEMOIGNAGE

EXPLOR - L'EXPERTISE LIGERIENNE AU SERVICE DE PROJETS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Photo :
Alain Bebon

> Alain Bebon,
Association Apiflordev

En 2025, le dispositif EXPLOR-EXPERTISE LOCALE et Réseau de l'international est porté par Pays de la Loire Coopération Internationale et huit autres Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA).

Intégré au Volontariat d'Echanges et de Compétences soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères via le Fonjep, il permet de mobiliser des professionnels volontaires sur des missions courtes pour répondre à des besoins précis identifiés par les associations de solidarité internationale et leurs partenaires.

L'objectif est de renforcer durablement les projets, à partir des demandes exprimées localement et dans une logique de collaboration.

A l'automne 2024, Alain Bébon, apiculteur expérimenté et ancien directeur commercial, est parti au Burundi dans le cadre d'EXPLOR pour une mission d'appui à l'association Synergie, basée au Mans.



”

Une mission EXPLOR, ce n'est pas qu'un séjour ponctuel. C'est une immersion dans un projet porté par des acteurs engagés et une collaboration où chacun apprend de l'autre.

Sur place, il a œuvré aux côtés de Le Trésor, une coopérative regroupant plus de 2000 apiculteurs et apicultrices des provinces de Bubanza et Cibitoke.

La mission consistait à réaliser un état des lieux de la filière et co-construire, avec les membres de la coopérative, des pistes d'amélioration pour la production et la transformation du miel.

« Ce qui m'a convaincu, c'est la clarté des attentes et le fait que la mission réponde à un besoin exprimé localement. Je savais exactement pourquoi je parlais et avec qui j'allais travailler ».

La phase de préparation lui a en effet permis d'identifier les enjeux, d'échanger avec les interlocuteurs burundais et d'arriver sur place « en confiance, dans un cadre bien structuré et respectueux des partenaires ».

Sur le terrain, les journées se sont déroulées au rythme des visites de ruchers.

Alain Bebon a observé les installations, échangé avec les apiculteurs et partagé ses connaissances lors d'ateliers.

« L'important était de partir de leurs pratiques, de comprendre leurs contraintes et de réfléchir ensemble aux ajustements possibles. Certaines améliorations simples, comme protéger les ruches végétales de l'humidité ou revoir leur orientation par rapport au soleil, peuvent faire une réelle différence ».

Pour lui, « l'un des défis d'une mission courte est de s'inscrire dans un temps long. On ouvre des portes mais la suite nécessite de la continuité ».

C'est pourquoi il imagine une nouvelle étape, celle d'accompagner la création d'un rucher-école collectif destiné à renforcer la formation locale et à accompagner la coopérative sur la durée.

Au terme de la mission l'impact est multiple : un diagnostic précis, des recommandations opérationnelles et une dynamique consolidée entre Synergie et la coopérative burundaise.

« Une mission EXPLOR, ce n'est pas qu'un séjour ponctuel. C'est une immersion dans un projet porté par des acteurs engagés et une collaboration où chacun apprend de l'autre ». souligne-t-il.

Cette expérience illustre bien la portée du dispositif : accompagner des initiatives locales, permettre la montée en compétences, susciter des engagements et nourrir des coopérations durables.



INTERVIEW

LES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE, AU COEUR DE LA COOPERATION ENTRE SAINT-NAZAIRE ET LE SUD DE MADAGASCAR

Photo :
Cyril Cornu

Engagées dans une politique de coopération internationale autour des enjeux de l'accès à l'eau, Saint-Nazaire Agglomération et la Ville de Saint-Nazaire ont progressivement construit un partenariat avec trois communes du sud de Madagascar : Efoetse, Itampolo et Androka.

Ce projet s'inscrit dans le cadre du dispositif « 1 % eau » et a, de 2020 à 2025, bénéficié du programme Clé en main, piloté par Pays de la Loire Coopération internationale, en partenariat avec l'association Trans-Mad'Développement et avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

Au fil du temps, cette coopération technique s'est enrichie d'une forte dimension humaine et éducative, notamment grâce à l'accueil en réciprocité de trois jeunes Malgaches en volontariat de service civique, devenus de véritables passeurs entre les territoires.

”

***Ils ont apporté une bouffée d'air frais.
A chaque accueil, il se passait quelque chose.
Ils nous ont bousculés, élus comme agents,
dans notre façon de voir le monde.***

Pourquoi la collectivité a-t-elle fait le choix d'engager une coopération internationale autour de l'eau et pourquoi avec des partenaires à Madagascar ?

> Céline Girard-Raffin,
première adjointe et vice-présidente
de Saint-Nazaire Agglomération

« Le choix de l'eau n'est pas le fruit du hasard. Il s'inscrit pleinement dans les compétences et l'identité de notre territoire. *

Nous gérons l'eau en régie et Saint-Nazaire est un territoire façonné par cette ressource, entre la Loire, la Brière et l'océan. Mobiliser le 1 % eau via la loi Oudin-Santini nous permettait donc de donner une cohérence forte à notre engagement international.

Concernant Madagascar, l'idée n'était pas de choisir un pays a priori, mais de nous appuyer sur des acteurs déjà engagés et reconnus, à la fois localement et à l'international.

La rencontre avec Trans-Mad'Développement, puis l'accompagnement du réseau Pays de la Loire Coopération internationale, ont été déterminants.

Leur expertise, leur ancrage territorial et leur capacité à fédérer plusieurs collectivités nous ont permis de construire un partenariat solide et de nous inscrire dans une coopération de long terme. »

Comment les volontaires en service civique ont-ils contribué à ce projet ?

> Céline Girard-Raffin

« Ils ont apporté une bouffée d'air frais. À chaque accueil, il se passait quelque chose. Ils nous ont bousculés, élus comme agents, dans notre façon de voir le monde.

Ce qu'ils apportent est très fort, parce que c'est incarné. Ce n'est pas un reportage, ce n'est pas un dossier : ce sont des visages, des histoires, des échanges.

Les jeunes du territoire qui ont pu les rencontrer s'en souviennent. Et nous aussi. »

> Nicolas Morvan,
membre du Cabinet du
Maire-Président

« Je repense notamment à l'intervention d'Ange* devant des vice-présidents de l'agglomération. Ça a marqué les esprits. À ce moment-là, on ne parlait plus seulement de coopération, mais de sens, d'engagement et de responsabilité collective. »

*Ange Randriaharijaona, qui a réalisé sa mission de service civique en 2022, a été la première volontaire en service civique accueillie dans le cadre de cette coopération.

”

**Ça a marqué les esprits.
À ce moment-là, on ne parlait plus
seulement de coopération,
mais de sens, d'engagement et
de responsabilité collective.**

Quels effets cette coopération a-t-elle eu sur le territoire de Saint-Nazaire ?

> Franck Horn,
conseiller municipal

« Sur le volet Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), ce sont plusieurs centaines d'enfants et d'adolescents qui ont été sensibilisés. Ce sont des graines semées pour l'avenir, notamment sur un sujet aussi central que la préservation de l'eau. »

> Céline Girard-Raffin

« Le projet a aussi créé des ponts entre services qui, au départ, ne se sentaient pas forcément concernés par l'international.

Le service de l'eau, par exemple, s'est pleinement saisi du sujet et est aujourd'hui au cœur de la dynamique. Les retours que nous avons, c'est que cette coopération redonne du sens aux missions de service public.

En parlant d'un enjeu local, ici l'eau, on arrive à s'ouvrir sur le monde, à montrer que les dérèglements climatiques nous concernent tous, ici comme là-bas. »



Photo :
PDLCI (Dalia)

Focus sur les trois volontaires : Ange, Mario & Dalia

Entre 2021 et 2023, dans le cadre du projet de coopération décentralisée entre les collectivités de l'estuaire de la Loire et le sud de Madagascar - piloté par Pays de la Loire Coopération Internationale en partenariat avec Trans-Mad'Développement, avec le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères - trois jeunes Malgaches ont été accueillis en volontariat de service civique à Saint-Nazaire :

Ange Randriaharijaona, Mario Andriatoavina et Dalia Marillier.

En janvier 2025, lors d'un déplacement à Madagascar, l'équipe de Pays de la Loire Coopération Internationale a eu la chance de recroiser leur route. Tous les trois reviennent sur leur expérience à Saint-Nazaire.

Trois parcours, mais un même constat : le service civique a été un tournant.

Ange, qui a été la première service civique dans le cadre de ce partenariat, raconte : "ce qui m'a le plus marquée, ce sont les échanges avec les élèves. Je pouvais présenter mon pays au-delà des clichés, parler de la réalité du sud de Madagascar et de la préservation de l'eau".

Elle se souvient aussi de son intervention devant les élu-es de Saint-Nazaire Agglomération : « à ce moment-là, je me suis sentie utile. Je représentais Madagascar, mais aussi les femmes malgaches. »

Mario acquiesce. Lui aussi a mesuré l'importance de ses interventions en classe : « beaucoup d'élèves ne connaissaient pas vraiment Madagascar. C'était important de montrer la richesse de notre pays, au-delà de la pauvreté dont on parle souvent. »

Vivre une expérience dans un autre pays et côtoyer d'autres volontaires internationaux a également été une découverte : « c'était la première fois que je vivais dans un contexte aussi interculturel. Ça m'a ouvert l'esprit et donné confiance en moi. »

Dalia, qui terminait ses études au moment de son départ, décrit l'expérience comme une transition décisive : « c'était un vrai apprentissage de la vie professionnelle. Un pont entre ma vie étudiante et la suite. »

De retour à Madagascar, elle a prolongé son engagement de quelques mois, partageant son expérience avec d'autres jeunes volontaires.

Photo :
PDLCI (Mario)



Aujourd'hui sage-femme, futur enseignant-chercheur ou engagée dans la protection des océans, chacun poursuit son chemin, mais tous les trois soulignent les compétences acquises grâce à cette expérience : autonomie, prise de parole, sens des responsabilités.

Une expérience fondatrice pour eux et tout autant pour les territoires nazairien et ligérien, qui ont bénéficié de leur regard, de leur énergie et de leur engagement.



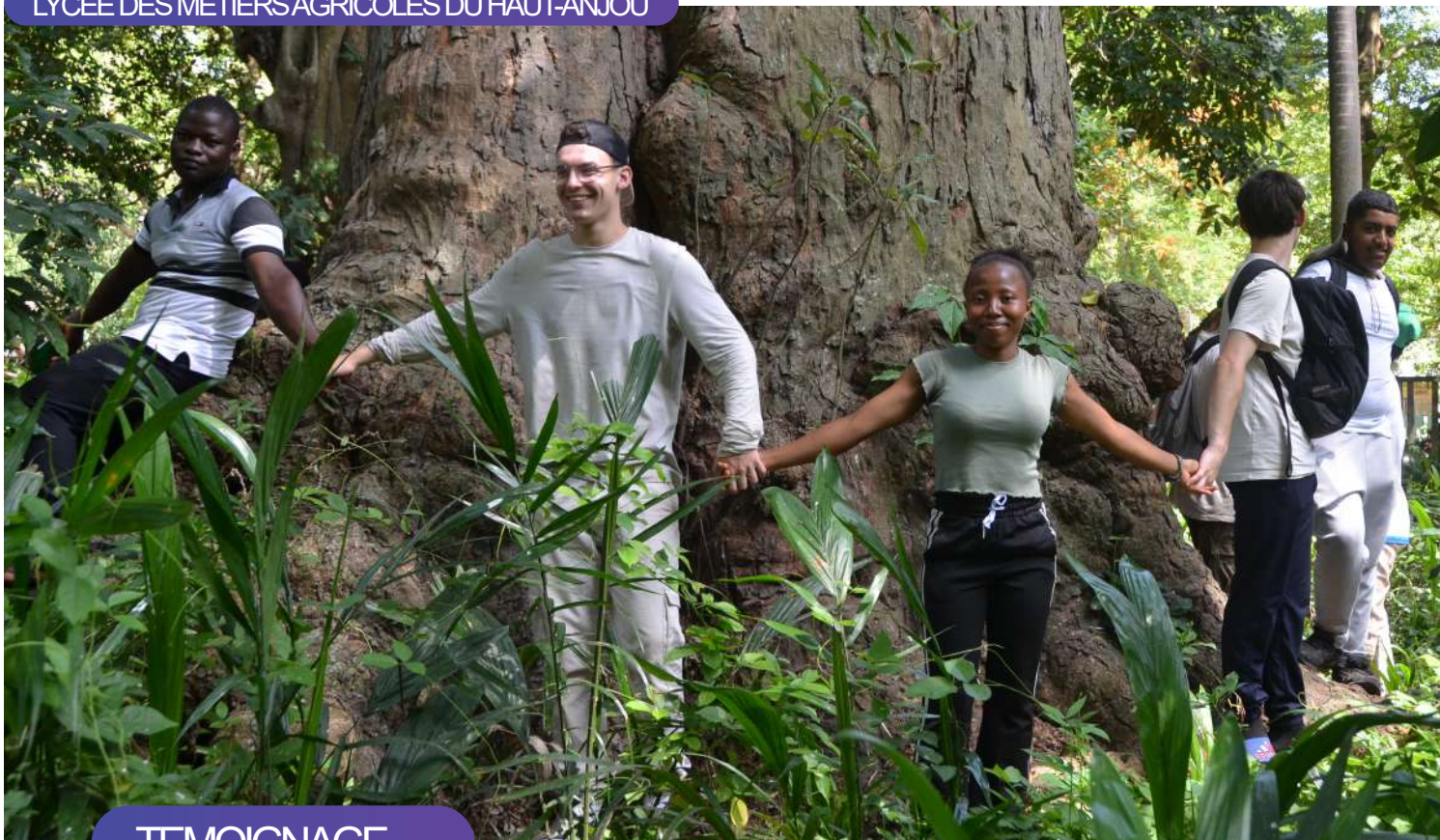
Photo :
PDLCI (Ange)

”

***C'était la première fois
que je vivais dans un
contexte aussi
interculturel.
Ça m'a ouvert l'esprit et
donné confiance en moi.***



Photo :
Cyril Cornu



TEMOIGNAGE

PROJET ECO-CITOYEN : EXPLORER, APPRENDRE ET AGIR SUR LE BILAN CARBONE AU BENIN ET EN FRANCE

> Sandrine Marchand
Lycée des Métiers Agricole
du Haut-Anjou

Photo :
Sandrine Marchand

Depuis 2021, Pays de la Loire Coopération Internationale assure la coordination régionale des dispositifs JSI-VVSI et accompagne les groupes de jeunes dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets, en tant qu'association marraine.

Ces programmes offrent à des groupes de jeunes de 15 à 25 ans, la possibilité de s'engager dans des projets collectifs d'échanges interculturels et d'action à intérêt collectif.

En 2024, dix élèves du lycée des métiers agricole du Haut-Anjou (Château-Gontier, Mayenne) ont pris part à un projet de deux semaines au Bénin.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un partenariat de longue date entre l'établissement et CREDI-ONG, une organisation béninoise engagée dans l'agriculture paysanne, l'aquaculture intégrée et la protection de l'environnement.

Les jeunes français se sont impliqués aux côtés de leurs homologues béninois dans un cadre d'apprentissage mutuel, mêlant échanges interculturels et actions concrètes sur des enjeux de développement durable.



”

Connaissant parfaitement le lieu de notre mobilité au Bénin, elle [service civique béninoise en mission au sein du lycée] a facilité les échanges en apportant son regard et a sensibilisé les lycéens aux codes culturels locaux.

Sur place, les jeunes ont pris part aux différents activités de CREDI-ONG pour s'en imprégner : pisciculture, jardins communautaires, projets de reboisement, etc.

Avec leurs homologues béninois, ils ont découvert et analysé les pratiques locales pour réduire l'empreinte carbone : techniques agricoles durables, gestion raisonnée de l'eau, paillage pour maintenir l'humidité des sols, etc.

Ces observations, suivies d'échanges sur les pratiques françaises, ont servi de base pour concevoir des scénettes de sensibilisation sur l'empreinte carbone et les gestes écoresponsables du quotidien.

Ces dernières ont été filmées et sont désormais diffusées sur les deux territoires, en France et au Bénin, permettant de valoriser l'expérience des jeunes et de sensibiliser leurs pairs.

« Ouverture au monde, renforcement de l'autonomie, adaptation et capacité à travailler en équipe font maintenant partie de l'éventail des compétences acquises par ces jeunes qui se souviendront toute leur vie de ce qu'ils ont vécu au printemps 2024 » partage René Cuinet, directeur du lycée agricole du Haut-Anjou.

Les jeunes sont revenus d'autant plus motivés pour intégrer les enjeux environnementaux dans leurs pratiques professionnelles et les relations établies avec les jeunes béninois se poursuivent.

Ainsi, deux d'entre eux réaliseront un service civique en France dans des établissements de formation aquacoles et une nouvelle volontaire sera accueillie au lycée en janvier 2026.

”

Ouverture au monde, renforcement de l'autonomie, adaptation et capacité à travailler en équipe font maintenant partie de l'éventail des compétences acquises par ces jeunes qui se souviendront toute leur vie de ce qu'ils ont vécu au printemps.

Réunions hebdomadaires, échanges à distance avec les jeunes béninois, recherches documentaires et élaboration des actions à mener, ont permis aux jeunes de s'approprier le projet dès la phase de conception du projet.

L'accompagnement par Pays de la Loire Coopération Internationale a également permis de structurer l'initiative et de préparer les jeunes tout au long du processus.

De plus, la présence d'une volontaire béninoise en service civique au sein de l'établissement a été un atout essentiel pour la préparation au départ : « connaissant parfaitement le lieu de notre mobilité au Bénin, elle a facilité les échanges en apportant son regard et a sensibilisé les lycéens aux codes culturels locaux » explique Sandrine Marchand, enseignante en aquaculture et encadrante du projet.



FOCUS

JOURNÉE DU VOLONTARIAT FRANÇAIS : LE VOLONTARIAT INTERNATIONAL A L'HONNEUR EN PAYS DE LA LOIRE

Photo :
France Volontaires

Pour la première fois, la Journée du Volontariat Français (JVF) s'est tenue en région et c'est le Département de Loire-Atlantique qui a accueilli à Nantes, le 1er octobre 2025, ce rendez-vous national de France Volontaires.

Un signal fort pour les acteurs engagés dans la mobilité internationale, réunissant volontaires, collectivités, institutions et structures d'accueil et d'envoi.

Cette édition 2025 a mis en lumière la contribution du volontariat aux enjeux environnementaux, à l'internationalisation des territoires et à l'engagement citoyen.

La journée s'est ouverte par les interventions de Fanny Sallé - conseillère départementale en charge des solidarités internationales, Frédéric Cholé - délégué pour les collectivités territoriales et la société civile au ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, ainsi que Yann Delaunay - directeur général de France Volontaires.

Très investi dans la coopération internationale, du Maroc au Bénin, en passant par la Tunisie et la Palestine, le Département a rappelé son ambition : celle de faire du volontariat un levier à part entière de ses partenariats et un outil d'ouverture pour les jeunes dans une dynamique de mobilités croisées.

L'après-midi a été rythmée par deux table-rondes thématiques.

La première, consacrée au rôle du volontariat dans l'action internationale des territoires et la transition écologique, a permis au réseau Pays de la Loire Coopération Internationale d'intervenir pour présenter EXPLOR, dispositif déployé depuis 2021 avec aujourd'hui 8 autres Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (RRMA).

Intégré au Volontariat d'Echanges et de Compétences (VEC), ce programme offre la possibilité de mobiliser des expert-es pour des missions courtes avec mobilité,

et compris en France dans une logique de réciprocité, en appui aux projets de coopération internationale portés par des associations. Une manière de valoriser les compétences locales au service d'enjeux globaux.

La seconde table-ronde s'est intéressée aux parcours d'engagement des jeunes, illustrés par des témoignages de volontaires français et internationaux accompagnés par des structures du territoire telles que Guinée 44, Parcours le Monde Grand Ouest, CEMEA et Solidarité Laïque. Nouveauté cette année : un temps de travail réunissant une trentaine de volontaires, dont les propositions pour rendre le volontariat plus accessible ont été restituées en clôture.

Cette première édition régionale de la JVF confirme la vitalité du volontariat comme espace d'apprentissage, d'innovation sociale, d'ouverture et de coopération entre territoires.





TEMOIGNAGE

IMAGINAIRES POPULAIRES ET NATURE : UN DIALOGUE INTERCULTUREL PAR LE CINEMA

Photo :
Pays de la Loire Coopération Internationale

Entre juin 2023 et mai 2025, le projet « imaginaires populaires et nature » a réuni des jeunes de France (Makiz'art et MFR de Châteaubriant), du Pérou (SERNANP) et du Sénégal (Plan B Films) autour d'une aventure artistique et interculturelle : la création de courts-métrages explorant la relation entre imaginaires populaires et environnement naturel.

Le processus de création est devenu un espace d'échanges réciproques, tant humains que techniques, artistiques et culturels.

Chaque groupe a réalisé ses films avant de les partager aux autres, construisant progressivement une correspondance filmée.

Accompagné par Pays de la Loire Coopération Internationale (PDLCI),

le projet a bénéficié d'un financement ISI-Initiative pour la Solidarité Internationale (Fonjep) et TOTEM-Territoire Ouvert, Tourné et Engagé vers le Monde (PDLCI-Agence Française de Développement) permettant d'accompagner deux années d'échanges à distance, puis d'une subvention VVSI-Ville, Vie, Vacances et Solidarité Internationale (Fonjep) pour cofinancer l'accueil des jeunes péruviens et sénégalais en Loire-Atlantique en 2025.

L'association a également reçu des soutiens du fonds pour la société civile de l'Ambassade de France au Pérou, du FACI-Fonds d'Appui à la Coopération Internationale de la Région Pays de la Loire et du fonds d'innovation territoriale de la DRAC - Direction Régionale des Affaires Culturelles.



”

***Les voyages forment la jeunesse.
Un voyage physique pour les jeunes
du Pérou et du Sénégal, un voyage culturel
et sensible pour ceux de la MFR de Châteaubriant.***

Cette mise en commun a montré que, malgré les distances et les cultures, certains imaginaires se rejoignent.

Photo :
Makiz'art

**Rencontres en
Loire-Atlantique : du
virtuel au réel**

Le projet s'est conclu au printemps 2025 par la venue en Loire-Atlantique de jeunes péruviens et sénégalais, impatients de « se voir enfin en vrai ».

Leur séjour a été rythmé par des participations à des festivals de cinéma, des tournages collectifs en mode Kino et des projections publiques à Nantes.

Cette immersion a permis de prolonger physiquement ce que les images avaient amorcé : dialogue, étonnement, transmission, création partagée.

« Les voyages forment la jeunesse. Un voyage physique pour les jeunes du Pérou et du Sénégal, un voyage culturel et sensible pour ceux de la MFR de Châteaubriant » rapporte la coordinatrice de Makiz'art.

Ce projet montre que le cinéma peut devenir un terrain de dialogue authentique et un outil d'éducation citoyenne. Sur le plan culturel, il a permis aux jeunes de développer une conscience partagée de leur relation à la nature. Sur le plan social, il les a engagés dans une démarche d'expression, de création et de participation, renforçant l'autonomie, la confiance et l'ouverture aux autres.



**Un dialogue par
l'image, construit
pas à pas**

Dans un premier temps, les jeunes ont été accompagnés dans toutes les étapes de création : écriture, tournage, montage.

Au-delà des apprentissages techniques, ces étapes leur ont permis de poser un regard personnel sur leur environnement et de le confronter à celui des autres.

Les ateliers d'écriture ont ouvert la voie à l'exploration des perceptions et la caméra a ensuite traduit ces regards de manière sensible et incarnée.

Ensuite, les courts-métrages ont circulé entre les trois pays, révélant des réalités distinctes mais aussi des résonances inattendues : formes de la végétation, perception de ce qui est sauvage ou domestique, attachement à l'eau et aux éléments, etc.



FOCUS

LA MOBILITE INTERNATIONALE COMME LEVIER DE DIALOGUE ET D'ENGAGEMENT DES JEUNESSES LIGERIENNES ET PALESTINIENNES

Photo :
Pays de la Loire
Coopération Internationale

Porté entre 2022 et 2024 par Pays de la Loire Coopération Internationale, avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, le programme PLAY – Palestinian and Ligériennes Actions for Youth, a réuni quatre collectivités de Loire-Atlantique : le Département de Loire-Atlantique, la ville de Nantes ainsi que les communes d'Ancenis et de Saint-Herblain.

Il avait pour objectif de renforcer leurs liens avec les territoires palestiniens en plaçant la jeunesse au centre des coopérations.

Le projet s'appuyait sur plusieurs dynamiques complémentaires. Il a d'abord instauré un espace de dialogue entre collectivités permettant de mutualiser les expériences, de consolider les coopérations existantes et d'en accompagner de nouvelles.

Il a également favorisé des rencontres entre acteurs ligériens et palestiniens à travers l'organisation de missions de terrain, essentielles pour mieux comprendre les réalités locales et construire des partenariats durables.

De plus, le projet PLAY a intégré un important volet d'éducation aux médias, destiné aux établissements scolaires, afin d'offrir aux élèves des clés de lecture sur l'information et sur les enjeux liés à la Palestine.

Le programme a également donné une place importante aux échanges des jeunes, à travers des rencontres directes entre jeunes ligériennes et palestiniennes. Développé avec une ONG en Palestine et en partenariat avec les CEMEA Pays de la Loire, il a permis de mettre en place un programme de mobilités croisées.

L'été 2023 a ainsi marqué la première immersion d'un groupe de jeunes ligériens en Cisjordanie. Durant un summer camp partagé avec sept jeunes palestiniens, ils ont participé à des ateliers, débats et visites culturelles, explorant les droits humains, les réalités socio-économiques du territoire et la place des acteurs de la société civile.

Un an plus tard, en août 2024, ce fut au tour de neuf jeunes palestiniens de séjourner à Nantes et Saint-Nazaire. Accueillis par leurs pairs français, ils ont rencontré des élus et des associations locales, pris part à des ateliers d'expression et co-construit des productions artistiques et pédagogiques autour des droits fondamentaux. Ce séjour a été non seulement un temps d'apprentissage et d'ouverture interculturelle, mais aussi un moment de répit dans un contexte particulièrement difficile.

A travers ces mobilités croisées, le programme PLAY a permis aux participants de développer une compréhension fine et nuancée des réalités de chacun, tout en donnant un nouvel élan aux coopérations engagées par les collectivités ligériennes. Pensée avant tout comme une rencontre humaine, la mobilité internationale contribue ainsi à faire émerger des jeunes capables de porter un regard éclairé, ouvert et engagé sur le monde.





INTERVIEW

TEVO : LE VOLONTARIAT COMME NOUVEL ELAN POUR L'ENGAGEMENT INTERNATIONAL DES COLLECTIVITES

> Christophe Ressiguié,
Responsable France Volontaires de l'antenne territoriale Ouest
(Bretagne - Pays de la Loire - Nouvelle Aquitaine)

Photo :
Pexels

Initié par France Volontaires avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le programme Territoires Volontaires (TEVO) ambitionne de rendre les dispositifs de Volontariats Internationaux d'Échanges et de Solidarité (VIES) pleinement accessibles aux collectivités territoriales françaises, comme aux associations de collectivités et aux syndicats mixtes.

L'objectif : démocratiser l'accès au volontariat international, en incluant de manière proactive les collectivités les plus éloignées de ces dynamiques et multiplier le nombre de volontaires mobilisés dans le cadre des actions menées par les territoires.



”

Chaque mission tisse des liens durables entre collectivités et partenaires, crée des opportunités d'engagement pour les jeunes et renforce les capacités d'action à l'international.

Comment fonctionne concrètement le programme TEVO ?

Pour les collectivités intéressées, il suffit de répondre à un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI).

Les collectivités sélectionnées sont ensuite mises en lien avec des opérateurs agréés qui vont construire avec elles des missions sur mesure, même sans partenaires identifiés à l'international.

Un budget prévisionnel dédié est alors établi et des conventions signées. L'accompagnement est ensuite assuré tout au long du projet, de la rédaction des fiches de mission jusqu'au bilan final.

En deux ans, le programme a permis le déploiement et l'accueil de 250 volontaires internationaux, en sachant que près de 50 % des collectivités participantes s'engageaient pour la première fois dans un dispositif de volontariat international.

Quels sont les partenaires impliqués ?

France Volontaires coordonne le programme au niveau national, gère les fonds dédiés et organise les liens entre collectivités et opérateurs.

En outre, le dispositif bénéficie d'un partenariat fort avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, l'Agence du Service Civique, Cités Unies France, Régions de France, Départements de France, l'Association des Maires de France et une vingtaine d'opérateurs agréés.

Comment le programme TEVO se déploie-t-il en Pays de la Loire ?

En Pays de la Loire, le Département de Loire-Atlantique, la Ville de Nantes et Nantes Métropole ont été lauréats du programme.

Des missions en engagement de Service Civique et en Volontariat de Solidarité Internationale sont ainsi mises en œuvre auprès de partenaires associatifs et d'établissements scolaires, tant ici que dans les pays partenaires, portant notamment sur l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et le suivi des actions extérieures des collectivités.

Cette dynamique régionale s'organise autour d'un consortium d'opérateurs :

les CEMEA Pays de la Loire, Parcours le Monde Grand Ouest, Pays de la Loire Coopération Internationale et le Comité National Solidarité Laïque, auxquels s'ajoutent de nombreuses structures d'accueil partenaires en France et à l'international.

Comment TEVO contribue à renforcer l'action internationale des collectivités territoriales ?

TEVO transforme les territoires en acteurs de la solidarité internationale.

Chaque mission tisse des liens durables entre collectivités et partenaires, crée des opportunités d'engagement pour les jeunes et renforce les capacités d'action à l'international.

Les témoignages accessibles sur france-volontaires.org/territoires-volontaires attestent de l'impact du programme. En deux ans, TEVO a démontré qu'une commune rurale peut tout autant qu'une métropole, mobiliser des volontaires au service de la coopération décentralisée.



Illustration :
CIRMA

FOCUS

DYNAMIQUES ULTRAMARINES

EMERGENCE DE NOUVEAUX
RESEAUX REGIONAUX MULTI-ACTEURS

La Conférence Interrégionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs (CIRRMA) fédère l'ensemble des RRMA. Elle assure la coordination des réseaux, favorise le partage d'expériences, coordonne des programmes mutualisés et porte la voix des territoires auprès des partenaires nationaux.

En s'appuyant sur les dynamiques locales, elle contribue à structurer une coopération internationale ancrée dans les territoires, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Depuis le début des années 2020 et la création du premier RRMA ultramarin en Guadeloupe (Karib Horizons), les territoires ultramarins renforcent leur structuration en matière de coopération internationale, avec la création de nouveaux RRMA répondant à des enjeux spécifiques d'anrage régional et d'organisations des acteurs.

Guyacoop - Guyane (lancement en juin 2025)

En Guyane, Guyacoop est le fruit d'une dynamique collective engagée dès 2023, portée par quatre communes pionnières (Mana, Macouria, Maripa-Soula et Sinnamary), aux côtés de l'Association des Maires de Guyane et avec l'appui d'acteurs d'ingénierie territoriale.

Guyacoop se positionne sur un espace régional stratégique - plateau des Guyanes, bassin amazonien et Caraïbe - et vise à renforcer la coopération décentralisée et les partenariats internationaux.

Les premières priorités identifiées par les acteurs portent notamment sur : la bioéconomie et l'agrotransformation, l'écoconstruction, l'innovation et la formation, les coopérations régionales et transfrontalières, la structuration

Shama - Mayotte (lancement en novembre 2025)

À Mayotte, Shama connaît une structuration rapide, marquée par une étape fondatrice : son Assemblée générale du 25 novembre 2025, qui a réuni 55 acteurs issus de 36 structures, à l'issue de laquelle un plan d'actions 2026 a été adopté et une charte commune, affirmant des principes de coopération fondés sur la subsidiarité, le travail collaboratif et l'ouverture internationale a été signée.

Issu d'une phase de préfiguration de plusieurs mois, Shama repose sur une gouvernance partenariale associant institutions et société civile, avec une co-présidence portée notamment par le Département de Mayotte et des acteurs locaux, ainsi qu'un bureau réunissant collectivités (dont la Ville de Mamoudzou),

Véli - La Réunion (création en février 2026)

Le RRMA Véli (Vivre les Échanges et les Liens avec l'International) a été officiellement créé le 16 février 2026 à La Réunion.

Sa naissance concrétise plusieurs années de dynamiques partenariales entre collectivités, associations, établissements éducatifs et acteurs institutionnels engagés dans la coopération internationale.

Le réseau vise à fédérer ces acteurs, renforcer la lisibilité des initiatives du territoire et structurer leur inscription dans les coopérations régionales

L'intégration de Véli, Shama et Guyacoop traduit une évolution majeure de la CIRRMA vers une représentation pleinement nationale, intégrant les réalités et les enjeux des territoires ultramarins.

Ces réseaux renforcent l'ouverture internationale des territoires français en apportant de nouveaux ancrages géographiques, des dynamiques d'innovation territoriale et une diversité d'approches essentielle à la richesse du réseau.

